

3 de Mars, 2016

L'assassinat de Berta Caceres réveille l'indignation

Nous condamnons l'assassinat de Berta Caceres, coordonnatrice générale et cofondatrice du Conseil national des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH). Berta a été assassinée à La Esperanza, Intibuca, après que des individus aient fait irruption dans son domicile et lui aient tiré dessus.

Femme autochtone Lenca et leader communautaire, Berta a mené avec succès une campagne populaire forçant le plus grand constructeur de barrage du monde à se retirer du projet de barrage Agua Zarca. Il y a à peine un mois, le COPINH dénonçait une escalade de la répression et de la violence contre la communauté Rio Blanco, incluant Berta Caceres, alors que cette communauté menait des actions pacifiques visant à protéger la rivière Gualcarque contre la construction d'un barrage hydroélectrique par la compagnie hondurienne DESA, elle-même financée par des capitaux internationaux. Face à la violence utilisée contre sa personne, Berta Caceres devait bénéficier de mesures de protection assignées par la Commission interaméricaine des droits humains.

Berta Caceres était reconnue, autant au niveau national qu'international, comme une défenseure de l'environnement qui a lutté pour la reconnaissance des droits autochtones. En 2015, elle a été récipiendaire du prestigieux prix Goldman pour l'environnement, la plus haute distinction internationale reconnaissant les activistes environnementaux. Dans son discours de remerciement, elle a parlé de la répression dont elle était victime, 'on me suit, on menace de me tuer et de kidnapper ma famille, c'est à ce quoi nous devons faire face'. Berta Caceres a également joué un rôle important lors des manifestations contre le coup d'état de 2009 qui a renversé le président démocratiquement élu, Manuel Zelaya. Depuis le Coup, la situation des droits humains au Honduras s'est détériorée alors que les défenseur.e.s des droits humains et les leaders des mouvements sociaux sont quotidiennement assassiné.e.s et systématiquement criminalisés.

Le 1er octobre 2014, le Canada a signé un accord de libre-échange avec le Honduras, malgré l'opposition de la société civile et des organisations de travailleurs et travailleuses. L'entente assurait un appui diplomatique et économique à un gouvernement non démocratique responsable de violations des droits humains à grande échelle et de violence politique causant une inégalité extrêmement marquée.

Nous demandons au gouvernement du Canada qu'il condamne le meurtre et qu'il interpelle le gouvernement hondurien pour que ce dernier soutienne une enquête internationale indépendante.

On behalf of the New Democratic Party of Canada, Hélène Laverdière - critic for foreign affairs and Cheryl Hardcastle - member of House of Commons Subcommittee for International Human Alternatives

ALBA capitulo Canada

Amnesty International Canada

Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides

Association québécoise des organismes de coop eration internationale

ATTAC-Qu eb ec

Atlantic Regional Solidarity Network

British Columbia Government and Service Employees' Union

British Columbia Teachers' Federation

Bolivarian Circle Louis Riel

Canada-El Salvador Cooperation for Development

Canadian Jesuits international

Canadian Labour Congress

Canadian Peace Congress

Canadian Union of Postal Workers

Canadian Union of Public Employees

Carrefour de solidarité internationale de Sherbooke

Centre international de solidarité ouvrière

Centre de solidarité internationale Corcovado

Centre for Social Justice

Centre justice et foi

Cercle des Premieres Nations de l'UQAM

Centre for Research on Latin America and the Caribbean

Christian Peacemaker Teams Canada

Coalition pour que le Qu eb ec ait meilleure mine

CoDevelopment Canada

Collectif du Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux

Colombia Action Solidarity Alliance

Comité de vigilance de Malartic

Comité pour les droits humains en Amérique latine

Common Frontiers

Confédération des syndicats nationaux

Confederation of Canadian Unions

Conférence religieuse Canadienne

Coordination du Qu eb ec de la Marche mondiale des femmes

Council of Canadians

Development and Peace

Entraide Missionnaire

Faculty Association of the University of St. Thomas

Fédération des femmes du Qu eb ec

Fédération des travailleurs et travailleuses du Qu eb ec

Felician Franciscan Sisters of Canada

Idle No More
Inter Pares
Jesuit Forum for Social Faith and Justice
Jesuits in English Canada
Justice, Peace and Integrity of Creation
Kairos: Canadian Ecumenical Justice Initiatives
Latin American and Caribbean Solidarity Network
Latin American Canadian Solidarity Association
La Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes
Le Réseau québécois des groupes écologistes signe sa solidarité
Ligue des droits et libertés
Maquila Solidarity Network
Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Network
Mer et Monde
MiningWatch Canada
Mining Injustice Solidarity Network
Movimiento Farabundista
Norbert Piché, Directeur national Service jésuite des réfugiés
Office for Systemic Justice
OMI Lacombe Canada
Ontario Secondary School Teachers' Federation
Ontario Public Service Employees Union
Peace and Justice Center of Eastern Maine
Planet in Focus International Environmental Film Festival
Public Service Alliance of Canada
Presentation Sisters Newfoundland and Labrador
Regroupement pour la surveillance du nucléaire
Regroupement Vigilance Mines Abitibi-Témiscamingue
Rights Action
Solidarité Laurentides Amérique centrale
Science for Peace
Sept - Îles sans uranium
SEIU Local 2
Sierra Club Canada Foundation
Taproot Faith Community - Toronto
Toronto Archdiocesan Council for Development and Peace
Unifor
Union Paysanne
United Church of Canada
United for Mining Justice
United Steelworkers
Voyages Inter-cultures

Pour plus d'information ou pour signer:

Raul Burbano - Common Frontiers, 416 522 8615, burbano@rogers.com

Amelia Orellana - Comité pour les droits humains en Amérique latine - 514 257 8710 poste 334,
solidared@cdhal.org